

services du « Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek », des services du Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture, des services de l'« Insituut van het Wetenschappelijk-technologisch onderzoek in de industrie » ou des autres services publics, soit comme militaire de carrière, soit comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes;

2° des établissements d'enseignement libres subventionnés, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée par une subvention-traitement et comportant des prestations complètes;

3° de l'Université catholique de Louvain, des Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur, de la Faculté universitaire catholique de Mons, des Facultés universitaires Saint-Louis, de la Faculté universitaire de Théologie Protestante, de l'Université libre de Bruxelles, de la « Katholieke Universiteit Leuven », de la « Katholieke Universiteit Brussel », de la « Katholieke Universiteit Brussel », de la « Katholieke Universiteit Leuven afdeling Kortrijk », de l'« Universitaire Instelling Antwerpen », de « Limburgs Universitair centrum », de la Fondation universitaire luxembourgeoise, de la Faculté polytechnique à Mons, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes;

4° des établissements d'enseignement de l'Etat, des Communautés ainsi que de l'enseignement officiel subventionné, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes;

5° des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée par une subvention-traitement et comportant des prestations complètes.

§ 2. Les services accomplis dans le secteur public comme chômeur mis au travail dans une fonction comportant des prestations complètes sont également admissibles pour l'octroi des augmentations dans l'échelle de traitement pour :

- une durée maximale de trois ans : à partir du 1^{er} janvier 1998;
- une durée maximale de six ans : à partir du 1^{er} janvier 1999.

Art. 2. L'article 38bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 19 avril 1999 est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999.

Art. 4. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Wetenschappelijk Onderzoek, de diensten bij het « Fonds national de Recherche scientifique », de diensten bij het Instituut van het Wetenschappelijk-technologisch onderzoek in de industrie, de diensten bij het « Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture » of tot de andere openbare diensten, hetzij als beroepsmilitair, hetzij als burgerlijk of geestelijk titularis van een bezoldigd ambt met volledige prestaties;

2° tot de gesubsidieerde vrije onderwijsinrichtingen als burgerlijk of geestelijk titularis van een door middel van een weddetoelage bezoldigd ambt met volledige prestaties;

3° tot de de Katholieke Universiteit Leuven, de Katholieke Universiteit Brussel, de Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen, de Vrije Universiteit Brussel, de « Université catholique de Louvain », de « Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur », de « Faculté universitaire catholique de Mons », de « Facultés universitaires Saint-Louis », de « Faculté universitaire de Théologie protestante », de « Université libre de Bruxelles », de Katholieke Universiteit Leuven afdeling Kortrijk, de Universitaire Instelling Antwerpen, het Limburgs Universitaire centrum, de « Fondation universitaire luxembourgeoise », de « Faculté polytechnique à Mons », als burgerlijk of geestelijk titularis van een bezoldigd ambt met volledige prestaties;

4° tot de onderwijsinstellingen van de Staat of van de Gemeenschappen alsook het gesubsidieerd officieel onderwijs, als burgerlijk of geestelijk titularis van een bezoldigd ambt met volledige prestaties;

5° tot de vrije gesubsidieerde diensten van school- en beroepsoriëntering en de psycho-sociale centra, als burgerlijk of geestelijk titularis van een door middel van een weddetoelage bezoldigd ambt met volledige prestaties.

§ 2. De diensten verricht in de openbare sector als tewerkgestelde werkløze in een ambt met volledige prestaties komen eveneens in aanmerking voor de toekenning van de verhogingen in de weddeschaal voor :

- een maximumduur van drie jaar : vanaf 1 januari 1998;
- een maximumduur van zes jaar : vanaf 1 januari 1999. ».

Art. 2. Artikel 38bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 19 april 1999, wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

Art. 4. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
ET MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 2410 [C — 99/12547]

6 JUILLET 1999. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 20 mai 1998 déterminant les modalités visées à l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand (1)

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
La Ministre des Affaires sociales,
Le Ministre de la Santé publique,

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment l'article 35, § 5, alinéa 2, remplacé par la loi du 26 juillet 1996 et modifié par la loi du 6 décembre 1996, la loi du 13 février 1998, la loi du 15 janvier 1999, et alinéa 3 remplacé par la loi du 26 mars 1999 ;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
EN MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 2410 [C — 99/12547]

6 JULI 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 20 mei 1998 bepalend de modaliteiten bedoeld in artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector (1)

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
De Minister van Sociale Zaken,
De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, inzonderheid op artikel 35, § 5, tweede lid, vervangen door de wet van 26 juli 1996 en gewijzigd bij de wet van 6 december 1996, de wet van 13 februari 1998, de wet van 15 januari 1999, en derde lid vervangen door de wet van 26 maart 1999;

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence;

Vu l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand modifié par l'arrêté royal du 16 avril 1998, notamment l'article 2, alinéa 4;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mai 1998 déterminant les modalités visées à l'article 2, alinéa 2 de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, notamment l'article 8;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les fonds sectoriels participant à l'exécution du maribel social viennent de voir leur personnel augmenté, qu'ils doivent pouvoir disposer de moyens pour faire face aux investissements nécessaires et qu'ils doivent connaître sans délai les modalités en la matière,

Arrêtent :

Article 1^{er}. L'article 4, § 3, alinéa 3, de l'arrêté ministériel du 20 mai 1998 déterminant les modalités visées à l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand est remplacé par la disposition suivante :

« Le fonds sectoriel invite aux réunions de son comité de gestion où la proposition précitée est établie le représentant du Ministre compétent du gouvernement de la communauté ou de la région ou du Collège des Commissions communautaires. En cas d'avis défavorable de ce représentant sur la proposition, le Ministre de l'Emploi et du Travail et le Ministre des Affaires sociales soumettent la proposition pour avis au Ministre compétent précité. Cet avis doit être donné dans un délai de 30 jours. A défaut d'avis rendu dans le délai fixé, cet avis est réputé favorable. »

Art. 2. A l'article 8 de l'arrêté ministériel précité, les mots « 90 000 francs » sont remplacés par les mots « 190 000 francs » et les mots « 10 000 francs » sont remplacés par les mots « 20 000 francs ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 1999, sauf l'article 1^{er}, qui produit ses effets le 1^{er} juillet 1998.

Donné à Bruxelles, le 6 juillet 1999.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre chargé de la Santé publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Note

- (1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 29 juin 1981, *Moniteur belge* du 2 juillet 1981.
Loi du 26 juillet 1996, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1996.
Loi du 6 décembre 1996, *Moniteur belge* du 24 décembre 1996.
Loi du 13 février 1998, *Moniteur belge* du 19 février 1998.
Loi du 15 janvier 1999, *Moniteur belge* du 26 janvier 1999.
Loi du 26 mars 1999, *Moniteur belge* du 1^{er} avril 1999.
Arrêté royal du 5 février 1997, *Moniteur belge* du 27 février 1997.
Arrêté royal du 16 avril 1998, *Moniteur belge* du 24 avril 1998.
Arrêté ministériel du 20 mai 1998, *Moniteur belge* du 10 juin 1998.

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 april 1998, inzonderheid op artikel 2, vierde lid;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 mei 1998 bepalend de modaliteiten bedoeld in artikel 2, tweede lid van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de sectorale fondsen die deel nemen aan de uitvoering van de sociale maribel hun personeel zien toenemen, dat ze over de middelen moeten kunnen beschikken om het hoofd te kunnen bieden aan de noodzakelijke investeringen en dat ze onverwijld in kennis moeten gesteld worden van de modaliteiten betreffende deze materie,

Besluiten :

Artikel 1. Artikel 4, § 3, derde lid, van het ministerieel besluit van 20 mei 1998 bepalend de modaliteiten bedoeld in artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector wordt vervangen met de volgende bepaling :

« Het sectoraal fonds nodigt op de vergaderingen van zijn beheerscomité waar het voormelde voorstel wordt opgesteld de vertegenwoordiger van de bevoegde Minister van de gemeenschaps- of gewestregering of het College van de Gemeenschapscommissies uit. In geval van een ongunstig advies van deze vertegenwoordiger op het voorstel, leggen de Minister van tewerkstelling en Arbeid en de Minister van Sociale Zaken het voorstel voor advies voor aan de voormelde bevoegde Minister. Dit advies moet uitgebracht worden binnen een termijn van 30 dagen. Bij ontstentenis van advies uitgebracht binnen de gestelde termijn wordt het geacht gunstig te zijn. »

Art. 2. In artikel 8 van voormeld ministerieel besluit, worden de woorden « 90 000 frank » vervangen door de woorden « 190 000 frank » en de woorden « 10 000 frank » vervangen door de woorden « 20 000 frank ».

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1999, met uitzondering van artikel 1, dat uitwerking heeft met ingang van 1 juli 1998.

Gegeven te Brussel, 6 juli 1999.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister belast met Volksgezondheid,
L. VAN DEN BOSSCHE

Nota

- (1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 29 juni 1981, *Belgisch Staatsblad* van 2 juli 1981.
Wet van 26 juli 1996, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1996.
Wet van 6 december 1996, *Belgisch Staatsblad* van 24 december 1996.
Wet van 13 februari 1998, *Belgisch Staatsblad* van 19 februari 1998.
Wet van 15 januari 1999, *Belgisch Staatsblad* van 26 januari 1999.
Wet van 26 maart 1999, *Belgisch Staatsblad* van 1 april 1999.
Koninklijk besluit van 5 februari 1997, *Belgisch Staatsblad* van 27 februari 1997.
Koninklijk besluit van 16 april 1998, *Belgisch Staatsblad* van 24 april 1998.
Ministerieel besluit van 20 mei 1998, *Belgisch Staatsblad* van 10 juni 1998.